

- Vu l'article L914-1 du Code de l'éducation ;
- Vu Décret n°72-581 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs certifiés.
- Vu Décret n°2017-786 du 5 mai 2017 modifiant divers décrets portant statut particulier des personnels enseignants et d'éducation du ministère chargé de l'éducation nationale
- Vu Note de service DAF D1 du 29 mars 2021 paru au BOENJS n°16 du 22 avril 2021

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Les professeurs certifiés de classe normale dont les noms suivent, inscrits sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2021 pour l'accès à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle, sont nommés à l'échelon spécial de l'échelle de rémunération des professeurs certifiés de classe exceptionnelle à compter du 1er septembre 2021.

Nom	Nom Patronymique	Prénom	Discipline
FRITSCH	FRITSCH	ANNIK	sciences physiques et chimiques
GISSY	GISSY	FABIENNE	mathématiques
SUR	HUNCKLER	BEATRICE	lettres modernes
SIMON	PFALZGRAF	DOMINIQUE	allemand
HEITZ	HEITZ	GUY	technologie
LEOBOLD	WALTER	MARIE CLAI	mathématiques
VIEHE	VIEHE	LUC	anglais
MAYER	WOELFFEL	MARIE ODIL	mathématiques
ROHMER	KREDER	PASCALE	économie et gestion
ZIMMER	CZECH	CHRISTIANE	sciences économiques et sociales
ZIMMER	ZIMMER	PIERRE	lettres classiques

Article 2 : Le présent arrêté est publié sur le site académique et dans les locaux du rectorat, service de la division du personnel enseignant, bureau de l'enseignement privé, 27 boulevard Poincaré à Strasbourg au 2^{ème} étage, pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature.

A Strasbourg, le 08/07/2021

Pour la rectrice et par délégation
La responsable de la division des personnels enseignants

Signé

Evelyne Grundler

Précisions relatives à la répartition entre les femmes et les hommes :

Nombre de promouvables : 11 dont 8 femmes soit 73% et 3 hommes soit 27%

Nombre de promus : 11 dont 8 femmes soit 73% et 3 hommes soit 27%

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,

- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;

ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger